Le Club de Mediapart
Participez au débat

Jadran Svrdlin

Abonné·e de Mediapart
BILLET DE BLOG 13 OCT. 2022

Enseignants, au piquet... de grève !

Nous avons le nombre. Nous avons le moment propice. Il s'agit maintenant d'exploiter toute la potentialité de la situation pour enfin poser un regard lucide sur notre métier, sur notre société, et ce en quoi ils sont en train d'être réduits. Rejoignons le Moment. Tout atermoiement sera sanctionné, et nous ne le savons que trop bien.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Le Moment est une situation démentant sans ambages la prophétie performative de Nicolas Sarkozy selon laquelle *"désormais quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit"*. Les salariés de plusieurs raffineries tiennent bon. Et on les comprend.

De longues décennies s'écoulent au cours desquelles la balancier entre les dividendes et les salaires (et même les investissements) ne cesse de pencher toujours du même côté dans tous secteurs confondus. Mais comme sur tout balancier, arrive toujours la goutte de trop qui fait tout tomber. Le but du balancier est d'assurer si ce n'est l'équilibre, du moins la stabilité de tout le système. Or, le système capitaliste reposant sur un postulat de croissance des bénéfices continue mais aussi sur celui de rentabilité croissante des investissements, arrive un moment où les dividendes dépassent le stade de l'obscénité. Un stade où le ras le bol de ceux qui produisent effectivement ces richesses devient tel qu'il se transforme en un mouvement de grève inarrêtable. Il se peut qu'on soit dans un tel Moment.

C'est là que notre gouvernement ainsi que les médias aux mains du capital lui-même, de façon tout à fait attendue mais pourtant si révoltante, s'immiscent dans ce conflit et se rangent ouvertement du côté du plus fort.

La bataille se joue en premier lieu sur le terrain de la propagande. Ainsi on a droit aux "analyses" sur les "preneurs d'otages" et autres "extrémistes". On a droit aussi à la désinformation éhontée qu'on ne cherche même plus à cacher. Ainsi, France Inter, qui aime de plus en plus souvent se montrer plus soumis au capital que ses subordonnés directs, offre à Dominique Seux la possibilité de déverser des leçons quotidiennes d'orthodoxie économique dans les oreilles de moins en moins critiques de ses auditeurs. Et ce cher Dominique en profitait cette semaine pour reprendre des chiffres farfelus sur les rémunérations des salariés de Total. Chiffres fournis par Total ayant pour but de salir, moquer et dénoncer les grévistes comme étant des nantis inconscients. Chiffres qui auraient atteint ce but si seulement ils étaient vrais. Dominique aurait eu le temps de montrer ce qui lui reste de déontologie si seulement

Orelsan n'était pas venu ce jour-là. Vous cherchez le rapport? Il est dans l'absence totale de déontologie de la radio du service public. Une absence qu'ils ne cachent même plus.

Pourtant, la réalité des chiffres et des faits vient enrayer ce *blitzkrieg* médiatique. Celui-ci a pourtant opposé la quasi-totalité des médias du capital, le gouvernement et même certains syndicats (aimant par dessus tout signer des accords) aux seuls grévistes. Vient alors le temps de la violence *"légitime"*. En effet, pour libérer des *"otages"* on peut outrepasser certaines limites. Surtout si l'otage n'est personne d'autre que la France elle-même (comme l'a affirmé le toujours inspiré Bruno Retailleau). Ainsi, le mot est lâché : réquisition.

Rassurez-vous chers actionnaires. Les dividendes resteront bien sur vos comptes, vos mallettes, loin de nos impôts. Ce qui sera réquisitionné est la force de travail de ceux qui vous enrichissent.

Voilà où nous en sommes. Cette grève, si rien d'autre ne se passe finira par se consumer. Les coups de pression finiront par imposer l'obéissance aux laborieux. Et par la même occasion offriront une leçon de la même obéissance à tous ceux qui n'ont que leur force de travail à retirer du marché. Objectif : ne plus laisser ceux qui ne sont rien songer à bloquer la machine à fric.

Pendant ce temps, la situation dans les autres secteurs n'est guère plus réjouissante. Les services publics agonisent. Dans le privé, la logique est partout la même : les salaires sont la dernière chose à augmenter lorsque les bénéfices sont là, mais la première à geler lors des crises. Les dividendes, eux, se portent bien. Les années Covid n'ont pas été noires pour tout le monde. Il me semble même que quelques records y ont été battus. C'est dire si le serrage de ceinture est une pratique exclusive de la classe laborieuse. Et je ne parle même pas du détricotage du code du travail. Ni de la culpabilisation des chômeurs. Ni de la réforme des retraites à venir. Seul scoop : les futurs gagnants le sont déjà.

Et l'école dans tout ça? Elle affiche toujours pompeusement l'objectif de former des citoyens libres et éclairés. Sauf qu'en coulisses, on agit à renforcer une école assignant chacun à sa résidence sociale.

Jean-Michel Blanquer s'était montré extrêmement performant dans cette tâche. Il avait battu le record de longévité malgré la répression, les mensonges de toutes sortes, l'instrumentalisation de nos morts, la non-gestion du Covid dans les établissements, les faux syndicats, l'utilisation des thèmes d'extrême droite et les réformes rétrogrades. D'ailleurs, tout était subordonné à ces dernières. Sa mission principale étant la destruction de l'école publique, il usait de tout le reste comme des contre-feux, des diversions permanentes. Ce n'est donc pas un hasard si il n'a jamais perdu la confiance du président.

S'il avait pu rester en poste malgré les refus faits aux enseignants de rendre des hommages décents à Samuel Paty ou à Christine Renon, malgré les contorsions pour ne pas fournir ni masques ni purificateurs d'air aux écoles, malgré son incapacité à organiser des campagnes de tests dans les écoles, malgré ses mensonges sur la "revalorisation historique" des enseignants, malgré son soutien à un syndicat lycéen fantoche, (et en dépit de tant d'autres faits d'armes en partie consignés ici), on doit se rendre à l'évidence : il faisait très bien ce pour quoi il avait été nommé.

Et ce travail est la double soumission de l'école publique à la logique du marché : soumission au niveau des contenus enseignés et la soumission au niveau de son fonctionnement même. N'enseigner que ce dont les

entreprises ont besoin. Puis faire de chaque école une mini-entreprise avec la concurrence, la précarité et l'insécurité qui vont avec.

Puis M Blanquer est parti et M Ndiaye est arrivé. D'aucuns osèrent espérer un changement. Mais dès le premier jour des signes étaient là pour nous dire que notre naïveté serait la chose qui nous perdra. Et qu'avons-nous cinq mois plus tard?

La répression?

Plus aveugle que jamais. On se met à regretter les temps blanquériens où les rectorats prenaient la peine de justifier d'une façon ou une autre les sanctions. Comment lutter contre un arbitraire tel qu'il n'y a rien à réfuter? Notre collègue Kai Terada a été muté arbitrairement et le rectorat n'a fourni aucune explication, précisant simplement qu'il ne s'agissait pas d'une sanction. Ils ne lui reprochent rien si ce n'est son engagement syndical. Contre-argumenter alors qu'en face il n'y a pas d'arguments n'est pas chose aisée. Comment se défendre lorsque votre accusateur vous dénie même jusqu'à ce statut d'accusé. Même Kafka n'est pas allé jusqu'à imaginer une telle perversité, Joseph K. ayant, lui, droit à un procès et à un juge, certes particuliers.

On se souvient sous le premier quinquennat de M Macron des lycéens agenouillés et de la remarque du policier sur "une classe qui se tient sage". Nous souviendrons-nous des quatorze lycéens, pour la plupart mineurs, ayant passé la nuit dernière en garde à vue? Nous souviendrons-nous assez longtemps de cette leçon de formation de ~~citoyens libres et éclairés~~ dressage des corps et des esprits de nos élèves?

Instrumentalisation?

Se saisir de la laïcité à l'assemblée nationale, comme le fit M Ndiaye, et y consacrer une tirade enflammée alors que des lycéens mineurs sont en garde à vue, victimes de cette répression implacable, issue de l'institution elle-même! Surjouer les affrontements avec la partie la plus rétrograde de l'hémicycle en oubliant que celui dont on a pris la place s'est souvent montré au moins aussi rétrograde qu'eux. En oubliant aussi que les discriminations aussi bien raciales que sociales ne sont aux yeux du capital qu'un instrument de diversion parmi d'autres. Ce même capital qu'on s'efforce de satisfaire à travers la transformation radicale de l'école.

Mensonges?

La belle promesse électorale de 10% d'augmentation inconditionnelle pour tous les enseignants mâchouillée, digérée et recrachée par le ministre sous forme de mépris digne des meilleurs épisodes blanquériens et de sa fameuse revalorisation historique!

Et comme pour son prédécesseur, tout cela n'est que leurres et paravents! Des pièges médiatiques à l'intention d'une opinion publique exsangue. Car si Pap Ndiaye est là, c'est pour faire son travail. Pour finir le boulot. La casse de l'Education Nationale est dans la phase du bulldozer! Les lycées professionnels seront soumis entièrement aux désirs des entreprises. On y doublera le temps des stages dans les entreprises réduisant ainsi d'autant le temps scolaire des élèves. Réduisant de ce fait aussi les champs des possibles dans ces vies, en faisant des vies rétrécies autour de leur emploi. Pour les citoyens éclairés on repassera.

Les écoles, collèges et lycées seront autonomes et devront se lancer dans une bataille concurrentielle sans pitié. La fin du statut des enseignants, les recrutements locaux avec tout l'arbitraire qui s'en suit, la revalorisation uniquement pour ceux qui mettront leur signature en bas de ce fameux nouveau pacte. Signer l'abandon de notre éthique contre une revalorisation, improbable qui plus est!

Tout ceci signifiant avant tout l'abandon des élèves issus des classes les plus pauvres et laborieuses! On ne leur apprendra plus à lire mais à déchiffrer des ordres et à obéir. L'idée est d'en finir avec cette lutte de classes que les classes à capital sont en train de gagner. Mais nous, enseignants, où nous situons-nous? Avec nos grandes idées humanistes et républicaines, où sommes nous alors que des élèves mineurs passent la nuit en garde à vue? Est-ce ainsi qu'on leur apprend à devenir un citoyen éclairé défendant ses droits? Où sommes-nous alors que des collègues subissent une répression ouvertement arbitraire et cynique? Nos indignations sont-elles réservées uniquement pour des sujets ayant obtenu officiellement le statut de sujet à indignation de la part du gouvernement et des médias aux ordres? Va-t-on continuer à dénoncer des régimes totalitaires lointains sans jamais oser regarder et encore moins dénoncer les tendances sombres et brunisantes ayant lieu sous nos yeux? Va-t-on regarder avec agacement les salariés des raffineries se battre et accueillir avec soulagement les réquisitions annoncées par Mme Borne? Où sont nos grands idéaux alors que les droits élémentaires sont bafoués, y compris dans notre propre institution? Et ce de façon de plus en plus assumée et éhontée par nos chers démocrates qui nous dirigent vers le chaos! Alors, oui, on peut continuer de jouer tour à tour aux autruches ou aux chercheurs d'excuses (il y en a toujours de bonnes pour ne rien faire!), mais dans ce cas, commençons par jeter nos miroirs, car l'image qu'il nous renverront bientôt ne sera que cas de conscience après cas de conscience.

Sommes-nous prêts à tout abandonner pour une revalorisation fantôme et un plein d'essence? Sommes-nous prêts à continuer à encaisser des fausses promesses et de vraies maltraitances à longueur de quinquennats?

Pour nous, nos enfants, nos élèves, nos collègues, nos camarades, pour l'avenir de notre société, nous devons nous poser sans tarder la question : comment fait-on? Car la décision de s'engager devrait déjà être prise! Penser les modalités d'organisation. Ici et maintenant. Tout le reste n'est que vent emportant nos trop nombreuses illusions.

Quand un Moment se présente, il faut savoir le reconnaître. Il parait que les préavis sont déjà rédigés.

Enseignants de tous les préaux, à vos piquets!

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.